

# LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 12 DECEMBRE 2017

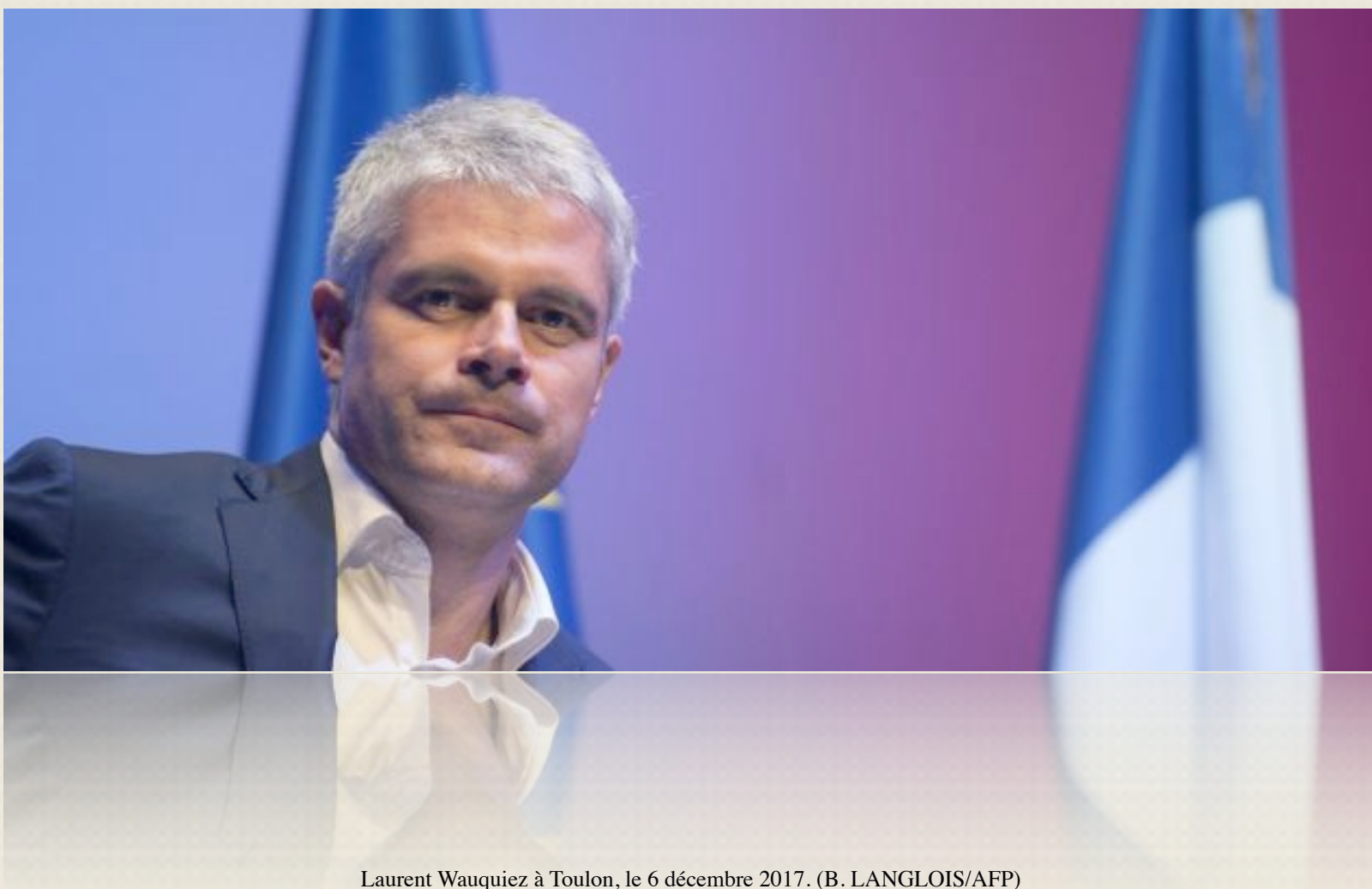
## SOMMAIRE

- 1) L'inquiétant personnage
- 2) Avec quelles idées saugrenues la droite ?!...
- 3) Les « petits blancs »
- 4) Le stratège Cherki
- 5) Le nouveau média...



Diez Gérard La Presse en Revue

**I) Les Républicains : immigration, Europe, impôts... L'inquiétant programme de Wauquiez**



Laurent Wauquiez à Toulon, le 6 décembre 2017. (B. LANGLOIS/AFP)



## Le candidat a été élu président du parti Les Républicains dès le 1er tour, ce dimanche, avec 74,64% des suffrages exprimés.

Par L'Obs

"La droite est de retour". C'est avec ce slogan que Laurent Wauquiez s'est lancé dans la campagne pour la présidence du parti Les Républicains, en septembre dernier. "Je suis de droite, je suis fier d'être de droite et je n'ai pas l'intention de m'en excuser", n'a cessé de marteler depuis le président de la région Auvergne - Rhône Alpes face aux militants, promettant "une droite vraiment de droite".

Qu'entend-t-il vraiment par cette "droite vraiment de droite" ? Retour sur les principaux points du projet politique qu'il a esquissé ces derniers mois à coup de déclarations chocs.

### Identité, immigration, islam

Tout au long de sa campagne, Laurent Wauquiez a distillé un discours construit autour des mêmes thèmes : identité de la France menacée par l'islam, le communautarisme et l'immigration ; célébration des racines chrétiennes et des valeurs de la France ; patriotisme ; rejet des élites, conservatisme sociétal...

"On a érigé toute une série de sujets en tabous dont on ne peut plus débattre, sans être immédiatement qualifié de sulfureux : la nation, l'immigration massive, l'identité, la transmission des valeurs, l'islamisme", dénonce-t-il régulièrement.

**"L'immigration doit être réduite à son strict minimum"**

Parmi les thèmes sur lesquels Laurent Wauquiez s'est tout particulièrement appuyé : l'immigration, qu'il a qualifié d'" incontrôlée". "Ce n'est pas à la France de s'adapter à l'étranger, c'est à l'étranger de s'adapter à la France !", a-t-il lâché lors de son premier grand meeting de campagne, fin octobre, à Mandelieu-la-Napoule.

Un refrain qu'il reprend régulièrement depuis, pour mieux célébrer une France enracinée qu'il oppose "au triste village global qui n'est que la vitrine déshumanisée d'un monde sans racine" et à une France qui serait réduite à "un territoire sans passé avec les flux migratoires pour tout avenir démographique". Dans son viseur : le multiculturalisme, qu'il voit comme un danger.

"L'immigration doit être réduite à son strict minimum", a encore répété Laurent Wauquiez au magazine conservateur "Causeur", à quelques jours de l'élection à la présidence de LR. Il plaide dans ce long entretien pour une immigration limitée à quelques dizaines de milliers d'arrivées par an. Durant la campagne, Laurent Wauquiez s'est dit favorable à ce que "la France retrouve sa souveraineté" en matière de politique migratoire, se montrant extrêmement critique envers Schengen.

**"Ce qui menace la laïcité, ce n'est pas les crèches"**

Président de la région Auvergne - Rhône Alpes,

Laurent Wauquiez a suscité la polémique en installant une crèche de Noël au siège de la collectivité. Si cette installation a été retoquée par la justice au nom du principe de neutralité, le nouvel homme fort de la droite ne désarme pas pour autant. Pour contourner cette décision, Laurent Wauquiez organise cette année au siège de la région qu'il dirige une exposition de... santons.

*"La justice et le droit nous ont dit que nous n'avions pas la possibilité de mettre en scène une crèche à l'intérieur de la région. Cette année, nous avons donc fait une exposition sur l'art des santonniers dans le prolongement de notre politique de valorisation du savoir-faire des métiers d'art."*

"Ce qui menace la laïcité, ce n'est pas les crèches, ce n'est pas une croix sur une statue de Jean-Paul II. La menace de la laïcité, c'est la prière de rue, l'intégrisme islamique", a récemment affirmé Laurent Wauquiez, alors qu'il était interrogé sur l'interdiction d'installer des crèches de Noël dans les bâtiments publics.

**La dénonciation d'une "culture de la repentance"**

Laurent Wauquiez s'érige régulièrement contre la "culture de la repentance" qui aurait gagné la société française.

"Au lieu de transmettre la fierté de notre pays, on a cru qu'il fallait déconstruire la France pour accommoder la diversité. Au lieu de transmettre notre histoire, on va parler de l'esclavagisme, des croisades, de la colonisation. Je n'aime pas ça. On n'a jamais eu autant besoin du réarmement républicain."

"La France c'est une belle histoire, c'est une grande culture et je veux que l'on transmette cette fierté à nos enfants", a-t-il expliqué lors de son meeting à Mandelieu-la-Napoule. Et dans "Causeur", cette semaine, il ajoute :

*"Ouvrez un manuel : du Moyen-Âge jusqu'à la collaboration, en passant par la colonisation, c'est une succession de devoirs de mémoire conçus comme des devoirs de repentance. Comment apprendre à ceux qui viennent chez nous d'aimer la France quand nous-mêmes ne l'aimons plus."*

**Contre la PMA pour toutes et contre la GPA**

Opposé au mariage pour tous en 2013, Laurent Wauquiez veut toujours modifier la loi Taubira en revenant sur les questions liées à la filiation mais pas sur le mariage entre homosexuels. Dans un entretien accordé à "Valeurs actuelles" en septembre, il indique :

"On voit bien que la loi Taubira a ouvert une mécanique sur laquelle il est évident qu'il faut revenir. Il ne s'agit pas de démarier les couples de même sexe et le sujet n'est pas la notion de mariage, comme l'a exprimé François Fillon pendant la campagne présidentielle, mais bien de fixer des lignes rouges pour empêcher toute marchandisation et toute remise en cause de la filiation."

Laurent Wauquiez se dit donc opposé à l'élargissement de l'accès à la procréation médicalement assistée (PMA) comme à la gestation pour autrui (GPA). "Ma préoccupation, c'est que l'on ne s'engage pas dans la GPA et dans la marchandisation du corps de la femme (...). Ma préoccupation, c'est que l'on aille pas dans la voie de la PMA pour des personnes de même sexe".

## Terrorisme

Laurent Wauquiez s'est exprimé à de nombreuses reprises sur la lutte contre le terrorisme, en particulier à l'occasion des commémorations des attentats du 13-Novembre, et ce pour critiquer l'action du gouvernement en matière. "Toutes les leçons n'ont pas été tirées après le Bataclan, je le crains. Je pense qu'on a baissé le niveau de protection des Français", a-t-il expliqué, appelant à de "la fermeté, rien que de la fermeté".

**"Ceux qui sont en Irak et en Syrie ne doivent pas revenir"**

Concernant les djihadistes français qui se trouvent actuellement en Irak et en Syrie, Laurent Wauquiez s'oppose à un traitement "au cas par cas" au sujet de leur retour potentiel. Il estime que ces individus "ne doivent pas revenir". Ils doivent "être jugés là où ils ont choisi de trahir la France".

**Pour l'"internement préventif des radicalisés"**

"Au moment où nous parlons, il y a 110 djihadistes sur le sol français, en liberté", a par ailleurs avancé Laurent Wauquiez, appelant à ce qu'ils soient immédiatement mis en prison, sous l'inculpation d'association de malfaiteurs. "Comme pour les fous, il faut un internement préventif des individus radicalisés les plus dangereux", a défendu Laurent Wauquiez le 20 septembre sur BFMTV. En 2016, déjà, il militait pour l'internement des individus fichés S.

**Pour la déchéance de nationalité**

Laurent Wauquiez est favorable à ce que la France puisse déchoir de leur nationalité tous les djihadistes, binationaux ou français :

*"Il faut que nous ayons le courage de mettre sur la table la déchéance de nationalité, François Hollande là-dessus avait raison. A l'époque, c'est Emmanuel Macron qui a planté de poignard de la trahison sur ce dossier."*

Comme Marine Le Pen, il propose par ailleurs de "fermer les mosquées salafistes".

**Europe**

Ancien secrétaire d'Etat aux Affaires européennes de Nicolas Sarkozy, auteur en 2014 d'un livre consacré à l'Europe ("Europe : il faut tout changer"), Laurent Wauquiez a multiplié les prises de position très critiques à l'égard de l'Union européenne. Une ligne qui tranche avec celle que défendait jusqu'alors sa famille politique.

**Pour une "union des Etats-nations"**

Laurent Wauquiez est favorable à une "union des Etats-nations". "Je rejette l'étiquette d'euroseptique. Je suis un européen convaincu", a-t-il expliqué, dans un entretien au "Figaro". "L'erreur c'est de penser qu'il faut aller vers toujours plus de fédéralisme". "Je défends le schéma d'une confédération d'Etats-nations. Aujourd'hui, on assiste à la faillite du fédéralisme européen", confiait-il déjà à "Libération", en juin 2016.

**Contre tout nouvel élargissement de l'UE**

Laurent Wauquiez affirme également vouloir mettre fin à tout élargissement de l'UE.



"Je proposerai que sur le prochain mandat du Parlement européen, il n'y ait plus aucun élargissement."

### Une UE organisée autour de trois cercles

Toujours dans "Le Figaro", Laurent Wauquiez a indiqué vouloir refonder l'Europe. "Si on veut sauver l'Europe, il faut la refonder profondément. Je veux que la France prenne l'initiative d'un traité de refondation de l'Union européenne", soumis à "référendum, car on ne construit pas l'Europe contre l'avis des peuples".

Une refondation qui passe en premier lieu, selon lui, par un changement d'architecture, car à "27, ça ne marche pas". Laurent Wauquiez défend un fonctionnement en trois cercles, avec un "noyau dur", sans doute autour de 12 pays, "dans lequel nous devons aller beaucoup plus loin en matière d'harmonisation fiscale, de droit du travail, de règles sociales, pour supprimer le dumping social".

Le deuxième cercle serait "celui de la zone euro". Enfin, le troisième serait une zone de libre-échange renforcée, dans laquelle le Royaume-Uni "aurait toute sa place".

### "Il y a une civilisation européenne"

Laurent fait de la réaffirmation des valeurs de l'Europe un autre axe de cette refondation. "Emmanuel Macron a tort : il n'y a pas de nation européenne. Il y a en revanche une civilisation européenne", a-t-il affirmé au cours de la campagne.

### Pour un "buy european act"

Parmi ses autres projets pour l'Europe : "une grande initiative pour que l'Europe soit le premier continent au monde à découvrir les vaccins contre les maladies neuro-dégénératives et Alzheimer", ou encore un "buy european act", qui donne une priorité d'accès aux marchés publics, comme le font les Américains pour défendre leurs intérêts".

"Wauquiez utilise des expressions ancrées dans la tradition d'extrême droite »

## Economie

Bien plus bavard sur les sujets régaliens et les thématiques identitaires que sur le volet économique de son projet, Laurent Wauquiez a néanmoins détaillé début novembre quelques pistes de réforme, dans un entretien aux "Echos".

### Pas d'augmentation d'impôt

Dans cet entretien, l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy érige en priorité absolue la non augmentation des impôts. "La droite doit se donner une règle d'or simple : pas d'augmentation d'impôt dans nos programmes", explique le président de la Région Auvergne - Rhône Alpes. "C'est le seul moyen de retrouver une crédibilité économique", défend-il, citant en exemple "la droite d'Angela Merkel, le parti républicain aux Etats-Unis ou le gouvernement de David Cameron au Royaume-Uni", qui ont "baissé les impôts".

"De plus en plus d'entreprises ne trouvent pas de personnes prêtes à travailler", déplore Laurent Wauquiez. Pourquoi ? "Parce que le niveau des impôts sur la France qui travaille et sur les classes

moyennes est extravagant", juge-t-il.

"Ceux qui sont paupérisés aujourd'hui, ce sont les classes moyennes. La France a augmenté les prestations sociales pour les plus pauvres et baissé les prélèvements sur ceux qui ont réussi mais, entre les deux, les classes moyennes ont été laminées. »"

### Une allocation sociale unique

Autre objectif de Laurent Wauquiez : la réduction de la dépense publique. "On a laissé s'installer l'idée que si on enlève ne serait-ce que 100 millions aux services publics, tout va s'effondrer. C'est absurde. Les entreprises sont amenées chaque jour à faire mieux pour moins cher", justifie l'élu.

Comment baisser cette dépense publique ? "Il faut supprimer tous les doublons, nombreux, entre l'Etat et les collectivités. Ensuite, le maquis d'aides sociales coûtant très cher, je propose de fusionner toutes les prestations dans une allocation sociale unique, équivalente au maximum à 75% du Smic", défend l'intéressé.

Autres pistes d'économie énumérées par Laurent Wauquiez :

>> simplifier le traitement administratif qui, estime-t-il, permettrait d'"économiser 5 milliards"

>> mettre fin à la multiplication des régimes de retraite, ce qui permettrait selon ses calculs d'économiser en gestion 2 milliards

### Augmenter de 1% le temps de travail des fonctionnaires

Le candidat suggère également d'"augmenter le temps de travail des fonctionnaires de 1%" pour "économiser 36.000 postes". Une proposition un peu plus modérée que celle du candidat LR à la présidentielle François Fillon. Le Sarthois souhaitait en effet augmenter le temps de travail des fonctionnaires de "10%".

### "Je ne suis pas un ayatollah de Maastricht"

Faut-il tenir coûte que coûte les 3% de déficit ? "Je ne suis pas un ayatollah de Maastricht", précise Laurent Wauquiez, dans les colonnes des « Echos ».

"Le sujet, c'est que l'on retrouve de la capacité d'investissement. Mon problème n'est pas le déficit budgétaire en soi."

### Baisse des charges sur les salaires

Autre priorité de Laurent Wauquiez : la compétitivité des entreprises. Pour la restaurer, l'élu annonce vouloir "baisser les charges sur les salaires, et pas seulement sur les petits salaires".

Ces idées, visiblement approuvées par les militants LR, convaincront-elles le reste des Français ?

S.B.

## II) La droite sur la longue route de la reconquête

**Elu à la présidence des Républicains avec 74,64 % des voix, Laurent Wauquiez est doté d'une incontestable légitimité. Mais il va devoir rebâtir un projet d'alternance crédible.**

Le Monde



**Editorial du « Monde ».** C'est une solide victoire que Laurent Wauquiez a remportée, dimanche 10 décembre. Les adhérents des Républicains l'ont élu pour cinq ans président de leur parti. Beaucoup redoutaient une participation des plus faibles ; avec quelque 100 000 votants sur les 235 000 adhérents à jour de cotisation, elle a été modeste mais honorable. Ses détracteurs espéraient qu'il n'obtiendrait qu'un score étié ; avec près des trois quarts des suffrages, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes n'a laissé que des miettes à ses deux concurrents, Florence Portelli et Maël de Calan. A l'évidence, le noyau dur des Républicains l'a plébiscité. Le voilà doté d'une incontestable légitimité.

Pour la droite, c'est une bonne nouvelle après un quinquennat calamiteux – depuis la défaite de Nicolas Sarkozy en 2012 jusqu'à celle de François Fillon dès le premier tour de la présidentielle, le 23 avril, en passant par les guerres de chefs et la sulfureuse affaire Bygmalion, le tout à peine tempéré par les succès remportés lors des dernières élections municipales, départementales et régionales.

Nul doute que Laurent Wauquiez va s'employer à reconquérir la place d'opposant numéro 1 au président de la République. Il en a la volonté et la pugnacité. Il dispose pour cela de l'appui d'un groupe d'une centaine de députés à l'Assemblée nationale et de la majorité sénatoriale. Il devrait y parvenir d'autant plus aisément que le Front national ne s'est pas encore remis de l'échec de sa présidente à l'élection présidentielle et que La France insoumise est suspendue aux sautes d'humeur de son leader, Jean-Luc Mélenchon.

### Rassembler son parti et son camp

Voilà pour le plus facile. Mais pour s'imposer durablement et espérer, comme il en a l'ambition, briguer la présidence de la République en 2022, il lui faudra relever bien d'autres défis. Renouveler, d'abord. A 42 ans, le nouveau « patron » des Républicains entend bien tourner la page de tous les caciques de l'ancien monde. Exit les Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, François Fillon, Jean-Pierre Raffarin, Jean-François Copé... Place aux trentenaires et quadragénaires impatientes et aux



têtes nouvelles qui le soutiennent.

Rassembler son parti et son camp, ensuite. La primaire de la droite il y a un an, puis la campagne interne de ces dernières semaines ont démontré les profondes divisions idéologiques et humaines qui minent les Républicains. La personnalité même de M. Wauquiez, son appétit de pouvoir sans état d'âme suscitent de solides méfiances qu'il va devoir désarmer.

Quant à sa volonté affichée de séduire les électeurs du Front national, tout en récusant toute alliance avec leurs dirigeants, elle a provoqué une profonde défiance sur les ambiguïtés de sa stratégie. Et ce qui est vrai des Républicains l'est plus encore de la droite au sens large, dont des pans entiers ont été attirés par Emmanuel Macron depuis le printemps. Laurent Wauquiez sait bien que, s'il campait sur le noyau dur des militants qui l'ont élu, il se condamnerait à n'incarner qu'une droite trop étriquée pour revenir au pouvoir.

Enfin, au-delà des proclamations de principes et de valeurs, le nouveau président des Républicains va devoir rebâtir un projet d'alternance crédible. C'est la condition indispensable pour prétendre sérieusement aux plus hautes fonctions dans- quatre ans. Mais cela suppose de réussir l'improbable alliance d'une droite fermée et d'une droite ouverte. Laurent Wauquiez a franchi aisément un premier pas dans son entreprise de reconquête. Mais le plus dur reste à faire.

[lemonde.fr](http://lemonde.fr)

### III) Alain Finkielkraut rappelle que seuls les «petits blancs» ont rendu hommage à Johnny Hallyday



[https://youtu.be/oNiBNL\\_CqJQ](https://youtu.be/oNiBNL_CqJQ)

FRANCE (NOVOpress)

Alain Finkielkraut était l'invité de RCJ le 10 décembre dernier. Il s'est exprimé notamment sur l'hommage populaire rendu au chanteur Johnny Hallyday.

*Le philosophe a ainsi déclaré :*

Le petit peuple des petits blancs est descendu dans la rue pour dire adieu à Johnny. Il était nombreux et il était seul. Les non-souchiens brillaient par leur absence.

Cette déclaration (à partir de 10' sur la vidéo) a



jean-michel apathieCompte certifié @jmaphatie  
Donc, s'il y a des Français non-souchiens, c'est qu'il y a des Français souchiens. Bientôt des cartes d'identité différentes? Des droits différents? Des places de bus réservées? Et au restaurant aussi? À part ça, la vie est belle et #Johnny est mort

[fr.novopress.info](http://fr.novopress.info)

### IV) Pascal Cherki : "Il faut une stratégie transnationale de la gauche en Europe."



**Ancien député-maire socialiste du 14ème arrondissement de Paris, il a quitté le parti de la rue de Solferino pour rejoindre le mouvement de Benoît Hamon, Génération.s. Petit tour d'actualité politique avec Pascal Cherki.**

<https://youtu.be/sHauWB-WU60>

#### Sur l'état actuel des partis politiques

« La République En Marche est en train de digérer une grande partie de la droite. »  
« En Corse, c'est la fin du vieux monde des clans. »  
« Les appareils politiques sont très résilients. »  
« Le rôle historique de la social-démocratie est aujourd'hui terminé pour un long moment. »  
« L'erreur historique de la social-démocratie, ça a été de ne pas comprendre qu'à la chute du communisme, ils auraient du réinternaliser en leur sein le potentiel de contestation que représentait l'idéal communiste pour constituer une force rouge et rose. »

#### Sur le PS

« Ce serait la meilleure chose qui pourrait arriver au PS que Luc Carvounas soit premier secrétaire. »  
« Avant, la gauche en France, c'était un parti hégémonique, le Parti socialiste et des satellites : le satellite communiste dont on savait qu'on s'alliait au second tour avec lui, le satellite radical de gauche et les Verts de temps en temps s'ils avaient des élus ou pas. Ca, ça a explosé. »  
« Quand vous êtes un parti hégémonique, vous devez avoir la pluralité en votre sein, c'est-à-dire qu'il faut que tous les mouvements de la gauche, de votre espace politique, puissent s'exprimer et vous devez dégager des compromis et des synthèses. »  
« Le problème du Parti socialiste, c'est qu'il n'a plus de ligne. »  
« Le drame aujourd'hui au PS, c'est qu'il ne sait plus ce qu'il est, il ne sait plus ce qu'il pense. »

#### Sur Génération.s

« Chez Génération.s, nous pensons centralement et identitairement que nous vivons un monde de transition. »  
« Nous définissons un périmètre politique pour pouvoir bien discuter avec les autres. »  
« Nous ferons des listes aux élections européennes avec les formations avec lesquelles on sera d'accord. »

#### Sur la France insoumise

« Il n'y a pas d'autre solution qu'europpéenne à la crise de l'Europe. »  
« La France insoumise n'a pas fait le choix de prendre la place centrale du PS comme formation hégémonique réorganisant la gauche. »  
« On a plein de points d'accords avec la France insoumise : sur la caractérisation de la politique d'Emmanuel Macron, sur la volonté d'y résister même si nous n'employons pas toujours les mêmes mots. »  
« Autant nous partageons une partie des critiques faite à la dérive libérale de l'Union Européenne et à ses conséquences sur la montée de l'extrême droite en Europe (...), autant nous, nous pensons que la solution n'est pas nationale. »  
« Je note, positivement, que le comportement de la France insoumise à l'égard de Génération.s est un comportement fait de respect. »

#### Sur la gauche

« Je ne tire une croix sur personne à gauche. »  
« La question aujourd'hui pour la gauche, c'est de reconquérir une hégémonie de projet, une hégémonie culturelle. »  
« Quand on est de gauche (...), nous pensons que la bonne méthode, c'est acter nos convergences (...), reconnaître nos différences et réfléchir à une méthode pour les surmonter. »  
« Je pense que la gauche doit se réapproprier, pas de manière angélique mais positivement et de manière dynamique, l'idée de paix. »  
« L'idée de paix, ce n'est pas forcément qu'on se désarme. »

#### Sur l'Europe

« C'est au niveau de l'Europe qu'il faut se poser la question de la transition énergétique. »  
« Il faut une stratégie transnationale de la gauche en Europe. »  
« Aujourd'hui, à gauche, vous ne pouvez agir que si vous êtes capable de vous définir. »

#### Sur Paris

« Ca fait 18 ans que la gauche gouverne à Paris et il faut qu'elle se pose la question de son aspiration pour les années à venir. »  
« Je suis devenu un partisan de la gratuité totale des transports en commun. »

[regards.fr](http://regards.fr)

LAPRESSEENREVUE.EU



## V) «Le Média» dévoile sa rédaction et reste flou sur sa structure financière

Par Manuel Jardinaud

**La future chaîne de télévision, visible sur le web à partir du 15 janvier 2018, a dévoilé son équipe de journalistes. Une signature connue, quelques noms qui font écho et une diversité peu fréquente dans les médias traditionnels. Malgré cet exercice de transparence, la structure juridique et économique demeure toujours difficile à comprendre.**

Le deuxième étage de la fusée du « Média » est lancé. Ce dimanche 10 décembre, lors de deux heures d'émission retransmise sur sa page Facebook et Youtube, ce média télévisuel « indépendant, collaboratif, pluraliste, culturel, francophone, humaniste, féministe, antiraciste, écologiste, progressiste », selon sa propre définition, a présenté la première strate de son équipe de journalistes. Le programme avait la faiblesse des projets en construction et la fraîcheur d'une aventure qui se crée.

LE MÉDIA DÉVOILE SA RÉDACTION © Le Média

<https://youtu.be/tCn7D0nJWB4>

Les deux chefs d'orchestre de la soirée, Gérard Miller, cofondateur du « Média », et Julie, responsable des partenariats, ont fait en sorte de ménager le plus possible le suspense, dans la bonne humeur d'être là, dévoilant pas à pas l'équipe d'une quinzaine de journalistes qui rejoignent « Le Média », après sa soirée de lancement le 11 octobre 2017.

L'attente que voulait susciter ce nouveau venu dans le paysage médiatique était certaine, tant les liens avec La France insoumise – documentés par Mediapart après le premier direct – avaient jeté une suspicion sur l'indépendance politique de sa future rédaction.

Ce dimanche, Sophia Chikirou, cofondatrice du « Média » et conseillère politique de Jean-Luc Mélenchon, n'est intervenue que quelques minutes, contrairement aux précédentes émissions déjà diffusées pour présenter le projet.

Qui a-t-on vu défiler sur le plateau et qui constitue le cœur de la rédaction du futur journal d'information ? D'abord Aude Rossignaux, nommée rédactrice en chef depuis le début du projet.

La grosse prise se nomme Aude Lancelin, ex-journaliste de Marianne et de L'Obs, et qui a fait condamner ce dernier aux prud'hommes le 8 décembre pour licenciement sans cause réelle et sérieuse. La journaliste a toujours affirmé qu'elle avait été évincée pour délit d'opinion.

Autour des deux femmes, désormais figures de cette rédaction naissante, deux poignées de journalistes plus ou moins connus du public comme Serge Faubert, ancien de France-Soir dernière période et qui fut conseiller de Jean-Paul Huchon (novembre 2013-mars 2014) quand celui-ci était président de la région Île-de-France, Catherine Kirpach, ex-LCI, ou encore Marc de Boni, qui a travaillé comme grand reporter au Figaro. Des plus jeunes les côtoient, comme Théophile Kouamouo, journaliste français d'origine camerounaise qui a longtemps travaillé en Côte d'Ivoire, Reda Settar, JRI, Léa Ducré ou Virginie Cresci, qui a notamment collaboré au magazine Cheek. Une rédaction très diverse, fidèle à l'image que veut transmettre ce nouveau venu dans le paysage médiatique.



Le Média @LeMediaTV  
ET VOILA LA REDACTION DU MEDIA !#LeMédia  
suivez le direct ici : <http://www.lemediatv.fr>

Côté chroniqueurs, qui interviendront moins souvent : Noël Mamère, ancien député d'EELV et qui fut présentateur du journal télévisé de France 2 (Antenne 2 à l'époque) dans les années 1980, et Bernard Cassen, ex-directeur du Monde diplomatique, président d'honneur d'Attac et membre de l'espace politique de La France insoumise. Céline Rostagno, qui exerça le métier d'attachée de presse pour le Festival de Cannes et de chargée de production pour Orange, sera à l'antenne pour une revue de presse.

### Une déclaration d'intérêts pour les journalistes

Pour éviter toute critique sur cette équipe, Aude Rossignaux a annoncé que chaque journaliste et chaque intervenant dévoilera une déclaration d'intérêts mentionnant ses activités antérieures ou actuelles, journalistiques ou de communication. À l'instar de ce que vient de mettre en place Contexte, le site d'information spécialisé sur les politiques publiques.

En tout donc, une quinzaine de personnes venues d'horizons divers où des journalistes professionnels travailleront également avec des blogueurs ou même des « socios ». Ces contributeurs au financement du « Média » ont été appelés lors de l'émission à devenir des « correspondants-citoyens » et à produire des reportages.

Des tutoriels et du matériel devraient être mis à la disposition des volontaires, a annoncé Serge Faubert. Rien en revanche n'a été dit quant à une formation à la déontologie et aux règles du métier de journaliste.

Enfin, « Le Média » a confirmé la mise à l'antenne d'une émission d'éducation populaire intitulée Arcadia. Son thème tout au long de l'année de lancement concernera l'écologie et le changement climatique, sujet issu du vote des socios.

Des personnalités diverses y interviendront, dont l'économiste Dany Lang, membre des

Économistes atterrés et maître de conférences à l'université Paris 13, présent sur le plateau. Côté partenariats, aucune information n'a été dévoilée par l'équipe, mis à part la collaboration prochaine de blogueurs et youtubeurs. Aucun organe de presse indépendant n'a été mentionné à ce stade, qui pourrait enrichir le contenu informatif du « Média ».

Gérard Miller a promis « d'être à la hauteur de notre attente commune », celle d'un média indépendant et au professionnalisme sans faille. Le projet est de faire différemment des « médias mainstream ». Depuis une semaine circule d'ailleurs une pétition pour la constitution d'un Conseil de déontologie du journalisme initiée par Jean-Luc Mélenchon, à la suite de son émission politique sur France 2, le 30 novembre, qu'il a jugée dans un post de blog s'apparentant « davantage à la violence planifiée d'une corrida qu'à un quelconque exercice intellectuel ». La France insoumise a, une nouvelle fois le 8 décembre, incité l'ensemble des plus de 500 000 inscrits à sa plateforme à devenir copropriétaires du « Média », à travers un email relayant un appel de Sophia Chikirou, sa dirigeante. Benoît Hamon a quant à lui publié un tweet où il se réjouit de la seconde soirée de lancement.

### Des zones d'ombre sur la place des « socios »

Des zones d'ombre subsistent toutefois, au-delà du fait que « Le Média » a tout à prouver en matière d'information avec cette équipe de journalistes désormais connue. La structure d'ensemble présente encore des contours plus que flous.

Il demeure en effet ardu de comprendre en quoi les socios sont des « actionnaires » et pourront à ce titre intervenir sur les choix stratégiques de l'entreprise – et non éditoriaux – comme n'importe quels « copropriétaires » d'une société, terme employé par Sophia Chikirou elle-même dans une vidéo de promotion.

DEVENEZ SOCIO FONDATEUR DU MEDIA - SOPHIA CHIKIROU © Le Média

<https://youtu.be/IZFH6EN5U5g>

L'entreprise en tant que telle n'existe pas à ce jour. Seule l'association « Le Média » a une réalité juridique et pour objet (article 2 de ses statuts) de « créer un média permettant de renforcer les solidarités humaines ainsi que l'harmonie entre les hommes et la nature, et de prendre pour ce faire toutes les initiatives favorisant l'information, la culture, la réflexion, l'échange, le débat et plus généralement le lien social ». Une association ne peut avoir que des adhérents ou des membres, non pas des copropriétaires.

Dès le 18 octobre, Mediapart avait adressé des questions factuelles à Sophia Chikirou, cofondatrice de la future télévision, afin d'éclairer les lecteurs sur le cheminement de l'argent que certains ont versé afin de faire émerger un nouveau média citoyen. Aucune malice dans ces interrogations: juste l'intérêt public de transmettre une information complète concernant une télévision souhaitant participer au débat démocratique, comme Mediapart l'avait fait concernant l'actionnariat du quotidien L'Opinion lors de son lancement en 2014.

Ces questions légitimes, dès lors que de l'argent du public est sollicité et qu'il concerne l'espace démocratique, avaient été dévoilées le lendemain



par un communiqué du « Média » sous le titre « Police ! Vos papiers ! », assimilant un travail journalistique à une démarche policière. En tout, dix questions précises auxquelles « Le Média », par la plume de Sophia Chikirou, avait répondu et qui devaient initialement, non pas être diffusées sur les réseaux sociaux sans autorisation ni contexte, mais s'insérer dans un article informatif que Mediapart souhaitait publier.

Toujours d'actualité, les réponses à ces questions – aujourd'hui publiques – n'ont malheureusement pas permis de complètement lever le voile sur des interrogations que tout socio ou futur téléspectateur peut encore se poser. Ainsi, pourquoi le site diffuseur du « Média » est-il toujours la propriété de la société de Sophia Chikirou, en l'occurrence Mediascop, dès lors que l'association fondée le 10 octobre selon les statuts officiels déposés en préfecture a une existence légale pour en être le véhicule juridique ?

La réponse était, le 18 octobre : « L'association va maintenant se substituer à elle. » Rien n'a évolué à ce jour, comme l'attestent les mentions légales du site. Ce qui ne permet toujours pas de comprendre l'articulation entre Mediascop (société privée détenue à 100 % par Sophia Chikirou), l'association « Le Média » qui porte le projet (fondée par Gérard Miller et Sophia Chikirou, uniques membres du bureau) et la future entreprise qui réunira les socios, dont les statuts n'existent pas.

C'est justement parce que « Le Média » se veut différent, avec un actionariat dit citoyen, que ces bizarreries juridiques continuent d'interroger. Exemple : l'article 10 des statuts du « Média » indique que « le bureau peut accomplir les formalités de transformation de l'association en société coopérative », ce qui semble être la structure finale que veulent créer les fondateurs pour associer les socios au capital. Toute la communication a d'ailleurs été élaborée dans ce sens avec le slogan incitant à devenir « patron » du « Média ».



Comme le relève un juriste spécialiste du monde associatif et coopératif, « par rapport à leur discours, ils devraient être clairs et précis. Cela donne l'impression de noyer le poisson et de détourner les contraintes juridiques ». Il pointe notamment la difficulté de transformer ce qui est versé à une association en une part sociale – dénommée « titre » par « Le Média » – d'une société coopérative. À ce jour, chacun des plus de 9 000 contributeurs est donc censé être propriétaire d'un « titre » d'une société qui n'a aucune existence légale.

Le site Internet de la future télévision donne une piste, qui répond partiellement à la question : « Le Média pourra se transformer à l'avenir en coopérative. Dans un tel cas, et selon les modalités que l'association arrêtera, le droit d'entrée sera soit converti en participation dans la nouvelle structure, soit virtuellement remboursé et immédiatement réinvesti dans la coopérative créée. » À ce stade donc, et malgré 1,11 million d'euros récupéré, il demeure impossible de dire

comment cette somme impressionnante sera exactement convertie. Le plus probable est effectivement le remboursement de la contribution versée à chaque socio afin que celui-ci ou celle-ci achète pour le même montant une part sociale de la structure coopérative enfin mise sur pied. Mais cela nécessite un accord plus que tacite, car c'est un acte juridique. L'expression « virtuellement remboursé » ne lève pas l'opacité de l'opération.

Autre étrangeté : « Être socio, c'est surtout soutenir la constitution et l'exercice du Média. C'est aussi obtenir la possibilité, après avoir notablement contribué à la réalisation des objectifs de l'association, de devenir membre correspondant et de disposer alors d'un droit de vote au sein de l'assemblée générale de l'association Le Média selon le principe : un humain = une voix », est-il indiqué sur le site. Là encore, difficile de s'y retrouver pour un socio : lui suffit-il de contribuer financièrement ou bien faudra-t-il qu'il ait un statut différent pour obtenir un droit de vote au sein du « Média » ?

Le règlement intérieur y répond, encore faut-il que chaque « socio-contributeur » l'ait en tête. « Le Média » est composé de trois collèges : fondateurs (Sophia Chikirou et Gérard Miller), sociétaires (autrement dit, les socios dans leur ensemble) et les « membres-correspondants », ceux-là mêmes qui auront un droit de vote en assemblée générale. Ces mêmes « membres-correspondants », selon les statuts de l'association (article 7), sont « cooptés par le bureau pour leur contribution notable à la réalisation des objectifs de l'association ». Conclusion : tous les socios ne pourront participer à la vie démocratique du « Média », bien que présentés comme « copropriétaires » de la future entreprise.

S'il veut apporter ce souffle nouveau au paysage médiatique, « Le Média » devra se montrer transparent sur l'utilisation de l'argent que tant de citoyens lui ont confié pour parachever son projet. Alors, si tel est enfin le cas, les nouveaux spectateurs pourront se concentrer sur les programmes dont l'objectif affiché est d'informer en toute indépendance.

mediapart.fr

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**